



Mort de 1500 Emplois ???

Rodez, le Jeudi 20 JUIN 2019

Le syndicat SUD principal signataire de l'accord de transition qui a permis d'éviter un PSE d'envergure en 2019 craint les communications qui pourraient être annoncées dans les jours à venir et en appelle à la responsabilité du groupe Bosch et du gouvernement.

Suite aux propos de M. Heiko CARRIE directeur de Bosch France Benelux, tenu lors du comité de Groupe du jeudi 13 juin qui indiquait : « **il n'y a aucune volonté ou chemin de fermer le site, mais que les évolutions de charge de travail pourraient y conduire** », « **qu'il ne voit pas le futur chaleureux à long terme** », les plus optimistes d'entre nous ont perçu ce message comme le début d'un épisode tragique pour notre site.

Pour rappel « La Bosch », site actuellement dédié uniquement à la technologie diesel, est la première entreprise privée du département avec à ce jour plus de 1500 salariés dont 8000 emplois induit dans notre territoire Aveyronnais.

En conséquence de l'affaire du Dieseltgate (Volkswagen) survenue en septembre 2015, de nombreux politiciens et politiciennes en ont profité pour diaboliser cette motorisation. Depuis les ventes de ces véhicules ne cessent de chuter en Europe et plus particulièrement en France. Cette dégradation a bien sûr impacté de nombreux équipementiers automobiles au niveau de l'emploi et tout particulièrement le site BOSCH de Rodez.

Début 2018, les salariés de l'usine de Rodez ont consenti des efforts dans le cadre d'un accord permettant un investissement de 14 Mio € sur une ligne d'injecteurs diesel de la dernière génération ainsi qu'un budget de 30 Mio € qui pourrait être alloué à la diversification du site.

Malgré cet accord, la diversification de notre site n'atteint pas les objectifs d'emplois industriels attendus et le marché du Diesel continue à chuter. Humainement ces effets sont déjà perceptibles avec depuis le début de l'année seulement 3 jours travaillés sur 5. La mise en place d'activité partielle dans les productions a pour conséquence une perte de salaire significative pour l'ensemble des salariés.

Pourtant, les atouts de notre site sont nombreux et reconnus, il ne manquerait qu'une prise de responsabilité du groupe Bosch et du gouvernement afin d'accompagner une transition qui prend plus de temps que prévue.

L'avenir de notre usine peut se jouer dans les jours qui viennent avec différentes rencontres:

- Le mardi 25 juin les organisations syndicales, les élus locaux, les directions BOSCH France sont conviées à une réunion de suivi sur la situation du site avec la Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie et des Finances Agnès PANNIER-RUNACHER. Elle doit nous faire part de la décision du gouvernement, prise la veille, sur le lancement ou non de l'étude scientifique sur les émissions polluantes : condition obligatoire pour apporter des vérités aux consommateurs. Cette étude doit permettre l'obtention de la vignette Crit'Air 1 en France pour les véhicules Diesel de dernière génération. Nous rappelons que des tests ont déjà été effectués en Allemagne sur des véhicules diesel Euro 6 D-Temp. Ils démontrent qu'ils respectent largement les normes européennes actuelles et futures, et même mieux que les véhicules essence tant en émissions de CO2, de particules que de Nox.
- Le mercredi 26 juin les organisations syndicales et les directions du site et nationales seront reçues au siège social à Stuttgart. Là aussi sera fait un point de la situation sur la division Powertrain-Solution (Technologie Diesel, Essence, Electromobilité) et plus particulièrement du site de Rodez. Au vu des participants, cette réunion peut s'avérer décisive pour notre avenir.

SUD rappelle que M. MACRON, actuel Président de la République, s'était rendu sur notre site en août 2016, alors qu'il était encore Ministre de l'Economie et au début de sa campagne présidentielle. A cette occasion devant les salariés il s'était exprimé en annonçant :

_ « L'avenir du diesel passe par l'innovation »

_ « Il ne faut pas faire la chasse au diesel »

_ « Cette technologie doit rester au cœur de la politique industrielle française et du projet industriel de la mobilité environnementale »

_ « Il ne s'agit pas d'abandonner le diesel, on est dans une normalisation progressive après le scandale Volkswagen ». Et de plaider pour : « ces nouveaux moteurs diesel plus propre que ceux à l'essence ».

Le temps des paroles est maintenant révolu, place aux actes pour réussir l'objectif de pérennisation de l'emploi de la Bosch à Rodez.

La survie de notre site est possible et ne peut passer que par les actions suivantes :

- ✓ Le démarrage rapide d'une étude indépendante sur la consommation énergétique « du puits à la roue » de toutes les technologies de mobilité y compris l'hybride et l'électrique, afin de baser les politiques environnementales sur le même pied d'égalité. La neutralité environnementale ne peut passer que par cette étude.
- ✓ L'état français doit faire pression sur les constructeurs automobiles français pour favoriser le patriotisme industriel « Made in France ». Il faut savoir que notre site est déjà homologué pour ces 2 groupes que sont PSA et Renault-Nissan.
- ✓ Faire valoir les relations fortes Franco-Allemande afin d'inciter le Groupe Bosch à maintenir de l'emploi industriel sur notre site.

- ✓ A court terme la Société Bosch doit nous allouer des volumes suffisants sur les productions en place pour garantir la continuité de notre accord de transition et éviter des mesures compensatoires qui mettraient à mal la pérennité de notre site. Pour permettre à Rodez de mener sa diversification avec le temps que cela implique, nous demandons au Groupe Bosch d'attribuer une production permettant de maintenir les compétences et la dynamique nécessaire à l'obtention de nouveaux marchés.

Pour le syndicat SUD, les différentes décisions politiques et les choix stratégiques de notre direction allemande vont être déterminantes pour la survie du site BOSCH de Rodez avec ces 1500 emplois. La disparition de « La Bosch » impacterait notre région qu'est l'Occitanie et provoquerait un séisme sans précédent pour le Territoire rural Aveyronnais et son « Vivre Vrai ».